

ALAIN POULIQUEN [\*]

## Agriculture soviétique : de la crise à la décollectivisation problématique

Durant les années 70, et selon un mécanisme essentiellement récurrent jusqu'à nos jours, malgré les inflexions correctrices des années 80, le complexe agro-industriel[1] est devenu un colossal "trou noir" de l'économie soviétique. En effet l'injection massive d'intrants industriels dans ce secteur s'est traduite, à partir de 1970, par des résultats agricoles et alimentaires de plus en plus médiocres et obtenus à coûts très élevés et croissants, par un gonflement considérable de subventions inflationnistes et de l'agro-importation nette, et par d'inquiétantes pertes et dégradations des sols.

Cette contribution spécialement lourde de l'agriculture soviétique à la crise globale est loin de s'expliquer seulement par des conditions naturelles réellement difficiles[2] ou par le simple constat, très général à l'Est, de l'inadéquation relative de toute économie administrée aux spécificités des productions agricoles et alimentaires. Elle a sa source principale dans le fait qu'à l'héritage stalinien de retard technique, de vide social et de despotisme bureaucratique extrême dans les campagnes, a répondu la fuite en avant dans une modernisation imposée -et dans une large mesure payée- de l'extérieur aux unités agricoles sur un mode paternaliste et technocratique, dans un cadre institutionnel inchangé dans ses traits essentiels.

En conséquence, le renversement massif du flux de ressources au bénéfice de l'agriculture, amorcé dans les années 60 et accéléré dans les années 70 et 80, n'a pas aboli le rapport social d'extraction forcée de la production agricole, donc l'exercice d'une tutelle administrative détaillée sur les exploitations. Cette version ultra-dirigiste de l'économie administrée, et son inadéquation particulière aux spécificités agricoles, ont caricaturalement aggravé les dysfonctionnements classiques de ce type d'économie. Les conséquences, déjà évoquées, ont été amplifiées au niveau alimentaire par un autre héritage récurrent du stalinisme : le retard dramatique des industries alimentaires et autres infrastructures d'aval.

L'histoire proprement dite de ce développement est bien trop complexe pour qu'on puisse ici la "résumer", si ce n'est sous une forme très aplatie et arbitrairement tronquée. C'est donc plutôt selon un modèle logique simplifié de ses mécanismes essentiels que nous en restituerons ici les étapes essentielles, puis le bilan économique global. Notre objectif est en effet d'éclairer, dans une troisième partie,

les enjeux, les axes principaux et les contradictions de la dynamique de réforme gorbatchévienne en cours.

## I. LES DONNEES RECURRENTES DU PROBLEME AGRO-ALIMENTAIRE POST-STALINIEN

Depuis la mort de Staline en 1953, les dirigeants qui se sont succédés à la tête de l'URSS sont restés aux prises avec un problème agricole et alimentaire dont les paramètres quantitatifs ont certes évolué, mais dont la logique et les termes principaux ont été essentiellement récurrents. Ce sont ces derniers que nous allons examiner successivement.

### 1. Le gonflement rapide et l'insatisfaction permanente de la demande alimentaire intérieure

Sur l'ensemble de la période, la population urbaine s'est considérablement accrue, en chiffres absolus et en pourcentage de la population totale.

	1951	1961	1971	1981	1989
Population Urbaine de l'URSS (millions)	73	108	139	169	189
% de la population Totale	40 %	50 %	57 %	63 %	66 %

Sources : Naselenie SSSR Goskomstat Moscou 1987 ; Norodnoe Khoziaistvo v 1988.

De surcroît, à partir d'un régime alimentaire moyen encore "pauvre" dans les dernières années de l'ère stalinienne<sup>[3]</sup>, son amélioration qualitative radicale a été de plus en plus imposée au pouvoir par la nouvelle équation sociale du "Socialisme du goulash".

En effet, les leviers staliniens de l'exaltation idéologique, de la terreur et de la précarité générale ont cédé la place, après 1953, à l'échange d'un "consensus" populaire minimal contre l'amélioration de l'ordinaire, en particulier en viandes et autres produits animaux, mais aussi en fruits et légumes, sucre et huile. L'exigence croissante d'une alimentation "riche" a résulté aussi de la contagion du modèle de consommation préalablement généralisé aux USA, puis à l'Ouest et au centre de l'Europe, y compris dans sa partie communiste.

Enfin, la demande n'a pas cessé, jusqu'à nos jours, d'être aiguës par le maintien des prix alimentaires d'Etat à un niveau constant depuis 1962, au moyen de subventions croissantes, face au gonflement régulier des revenus distribués<sup>[4]</sup> qui ont difficilement trouvé à s'employer dans d'autres biens hautement déficitaires (logements et voitures en particulier).

Au total, malgré le progrès notable (et tardif : surtout entre 1960 et 1975) des productions alimentaires par habitant, l'insatisfaction des besoins latents et de la demande effective n'a jamais cessé d'exercer une pression déterminante sur les options du pouvoir central et sur les pratiques locales. En témoignent notamment, comme on le verra plus bas :

- Les moyens colossaux engagés, depuis les années 60, dans une expansion agricole à coûts unitaires très élevés et croissants, et depuis 1972, dans l'agro-importation contre devises fortes, aux dépens de la modernisation d'autres secteurs.

- Le développement régulier, et accéléré depuis 1977, des fermes auxiliaires d'entreprises industrielles, et des "jardins ouvriers" à la périphérie des villes, à des coûts d'opportunité élevés.

## 2. Exode rural, pénuries et excédents de main-d'oeuvre agricole

Depuis 1960, l'exode agricole (- 25 %) a été globalement fort modeste par rapport à celui de l'Europe de l'Ouest (et même de l'Est), et au regard de l'effort, de mécanisation accompli. Plus encore, le mouvement s'est pratiquement arrêté depuis 1975, avec une stabilisation du pourcentage de population active agricole au niveau global encore élevé de 20 % environ[5].

Mais cette image globale d'un pays-continent dissimule une grande variété de situations et dynamiques régionales, dont les configurations extrêmes - d'un poids considérable - sont les suivantes :

D'un côté, les républiques d'Asie centrale et l'Azerbaïdjan où la population rurale reste très majoritaire (45 à 67 % ; taux quasi-constants depuis 1975) et s'est considérablement accrue (de 30 à 116 % selon les cas de 1959 à 1984[6]. Un fort dynamisme démographique (+ 2 à 4 % par an dans les années 80), associé à un niveau et un rythme faibles de développement industriel, y conduit à un sous-emploi agricole notable et croissant.

A l'opposé, la plus grande partie de la vaste zone des "Terres Non-Noires" du Centre et du Nord, en particulier autour des vieux bassins industriels provinciaux, s'est caractérisée par un taux de ruralité deux fois plus faible (25 à 30 %), un faible croît démographique (souvent proche de la stagnation) et un vieillissement de la population rurale. Une pénurie régulièrement croissante de main-d'oeuvre agricole, surtout jeune et qualifiée, s'y manifeste par des abandons de terres, diverses malfaçons culturelles, une mobilisation saisonnière coûteuse et peu efficace d'un nombre considérable de salariés d'autres secteurs et de militaires[7], et un allongement de la durée du travail des salariés agricoles.

L'exode agricole s'est traduit par une pénurie de main-d'oeuvre parce que la mécanisation, en dépit de son rythme soutenu depuis trente ans (Cf. infra), est restée insuffisante, et surtout inadéquate en composition, qualité, répartition et mode d'utilisation. De surcroît, la migration a concerné surtout des catégories jeunes et qualifiées de travailleurs. Mais bien entendu cette pénurie résulte aussi du mauvais emploi de la force de travail agricole, qui renvoie à l'ensemble des dysfonctionnements d'une agriculture dirigée de l'extérieur (cf. intra 1-6).

L'exode lui-même a eu sa source permanente dans les disparités sociales ville-campagne et agriculture-industrie. Celles des revenus comptables apparents, à l'origine abyssale, s'est progressivement estompée entre 1953 et 1975. Mais la disparité réelle des conditions générales de vie et de travail, et des perspectives d'ascension sociale, reste considérable. Ici l'héritage des 25 ans du régime stalinien de néo-servage et d'extraction forcée grossièrement unilatérale de la production et du travail agricoles, pèse encore très lourd. Les retards colossaux qui en ont résulté en matière d'infrastructures routières et de communication, de transports, de logements et de confort domestique, d'équipements sociaux, culturels et commerciaux de base, etc..., sont toujours loin d'être comblés, en dépit des très coûteux programmes de rééquipement social et productif des campagnes qui se succèdent depuis 15 ans. Citons notamment le programme de nouveaux centres urbains dans les campagnes, lancé sous Brejnev, et celui des Terres Non-Noires (1974), dont les axes prioritaires ont été grosso modo repris depuis par Gorbatchev (notamment lors du plénum du 15 Mars 1989, mais avec -enfin- un accent en faveur d'un développement rural autonome).

L'inefficacité notable de ces considérables efforts financiers, tant du point de vue de l'exode que de l'intensification agricole, s'explique en large part par leur caractère d'assistance dirigiste-paternaliste à un milieu socialement inerte. C'est là un autre aspect dramatiquement récurrent de l'héritage du stalinisme agraire : l'éradication violente et très profonde, dans les années 30, de toute société et économie rurales proprement dites, c'est-à-dire dotées d'une dynamique de structuration et de développement autonomes, orientés vers les besoins productifs et finaux des agriculteurs et autres ruraux[8]. S'y est alors substituée définitivement une hiérarchie bureaucratique locale[9], simple terminal de la pyramide territoriale du Parti et de l'Etat, en face de salariés agricoles parcellaires, souvent mal dégagés des liens multiformes de dépendance néo-servile cristallisés sous Staline (cf. infra I-4b).

A contrario dans plusieurs autres pays de l'Est, où la rupture historique stalinienne a été infiniment plus courte (de 1948 à 1953) et moins violente, les mécanismes et réseaux sociaux de développement spontanés de l'activité et de l'emploi ruraux non agricoles, et la culture paysanne de travail, ont généralement survécu et (ou) (Hongrie) trouvé un nouvel essor dans le nouveau cadre institutionnel[10].

Ceci a permis, dans ces pays, une régulation économique de l'exode agricole et rural (10), alors qu'en URSS, surtout dans les frontières d'avant-guerre, cette régulation est restée largement de type administratif : Le passeport intérieur n'a été délivré aux kolkhoziens qu'en 1976 et il subsiste d'autres freins administratifs indirects (enregistrement en ville, formations agricoles spécialisées sans débouchés alternatifs, etc...). Cette rétention administrative s'est d'ailleurs avérée à la fois peu efficace et lourde d'effets pervers : dévalorisation du statut d'agriculteur ; "pénurie de fiancées", fuite des éléments les plus qualifiés[11] et ambitieux à l'occasion du service

militaire ou de mariages fictifs; rotation exagérée des cadres et dirigeants d'exploitations, etc.

### **3. Le déficit post-stalinien :**

Le kolkhoze stalinien d'avant 1953 était un dispositif néo-servile d'extraversion forcée et d'extraction unilatérale (à très bas prix) de la production agricole :

- La production paysanne d'autosubsistance y fut drastiquement refoulée sur des lopins familiaux extrêmement exigus (moins d'1/2 ha) avec cheptel étroitement limité (une vache et un veau ; une truie ou deux porcs à l'engrais, etc...). Les infimes revenus monétaires de la famille kolkhozienne ne provenaient pratiquement que de la vente privée, sur les "marchés kolkhoziens", d'une petite fraction des productions animales et horticoles de ce lopin, l'essentiel étant autoconsommé.

- Ainsi les lopins assuraient presque complètement, à un niveau misérable, la reproduction de la force de travail agricole. Celle-ci pouvait donc être mobilisée quasi gratuitement [12] par le kolkhoze, sous la forme d'une corvée collective (en brigades) extorquée en contrepartie de la concession (conditionnelle) à la famille de ce lopin de survie et d'une allocation minimale de grains alimentaires et fourragers.

Dans ce système, la très faible productivité de la main-d'oeuvre (non payée et très peu dotée en moyens mécaniques, agro-chimiques et génétiques) était compensée par son abondance, relativement au nombre de citoyens à nourrir dans un régime alimentaire fort médiocre (cf. infra tableau VI).

Cette équation très particulière a permis au pouvoir soviétique de différer de près de 25 ans toute élévation significative du potentiel (humain et matériel) de production agricole et alimentaire [13]. Celui-ci avait donc accumulé, en 1953, un retard colossal.

Sous la pression croisée de l'exode rural, et surtout de l'explosion de la "demande" alimentaire, tous les pouvoirs post-staliniens seront donc acculés à un essor très rapide de ce potentiel.

Avant d'examiner plus loin les aspects matériels de leur réponse à ce défi, analysons-en les principaux axes socio-organisationnels.

### **4. La fidélité fondamentale au cadre structurel et fonctionnel stalinien :**

A partir de 1953, le pouvoir khrouchtchevien introduit une stimulation monétaire de la production et des livraisons agricoles, par une succession de hausses importantes des prix, qui permettent l'apparition et l'accroissement de revenus monétaires du travail kolkhozien. Au départ ces revenus sont encore formés par simple répartition en fin de campagne (en fonction des jours de travail) du solde d'exploitation aléatoire du kolkhoze. A partir de 1960, dans une

fraction des kolkhozes, s'introduisent graduellement des avances monétaires périodiques, qui sont en pratique des salaires à la tâche. Le décret de Mai 1966 généralise cette salarisation des kolkhoziens, selon un modèle introduit dans les sovkhozes depuis 1961 aux avances mensuelles calculées à la tâche - selon des grilles tarifaires relativement générales - s'ajoutent, en fin d'exercice, des primes proportionnelles aux résultats productifs (puis économiques) obtenus. Ces primes sont d'abord calculées à l'échelle de l'exploitation, puis, de plus en plus, à celle de la brigade et parfois de l'équipe. Mais, du fait de la pratique des plans tendus "à partir du niveau atteint", ces primes ont généralement été nulles ou dérisoires. Même quand ce n'était pas le cas, leur effet d'incitation à la qualité des travaux individuels a toujours été faible ou négatif[14].

Ce système se généralise rapidement entre 1966 et 1970, dans les kolkhozes. Mais la salarisation de ces derniers progresse également, dans les années 50 et 60, par leur transformation fréquente -souvent après leur concentration par fusion- en sovkhozes ; ces derniers se multiplient également, entre 1950 et 1964, sur les "terres vierges" nouvellement colonisées au Sud-Est de l'Union (cf. Infra I-5-a).

La période khrouchtévienne -dont il est impossible et peu utile de restituer ici toutes les complications[15]- est également celle d'une hésitation significative à l'égard des lopins individuels. D'abord encouragés par la suppression des impôts en nature et en argent qui les frappaient sous Staline, ils subissent à partir de 1961 des restrictions supplémentaires sévères de surface, de cheptel et d'accès au marché. Devant l'incapacité des élevages socialisés à prendre le relais assez vite et à un coût acceptable, ces restrictions sont levées en 1965, dès la chute de khrouchtév.

Au total le système agricole, essentiellement stabilisé jusqu'à nos jours[16] qui émerge en 1965-1970 des ajustements tâtonnants de l'après-stalinisme immédiat, conserve des traits structurels et fonctionnels majeurs de l'héritage stalinien

#### **a. Lopins contenus et salariat imparfait :**

Les lopins sont en pratique définitivement confirmés, et confinés, dans leur rôle de béquille durable du secteur socialisé, comme source majeure de l'alimentation rurale[17] et simple appoint du ravitaillement urbain[18], celui-ci dépendant essentiellement, et de plus en plus, du secteur socialisé.

Entre 1965 et 1975, les kolkhozes et sovkhozes convergent rapidement vers un type fonctionnel et structurel pratiquement identique de grandes exploitations de quelques milliers d'hectares, employant quelques centaines de salariés permanents rémunérés selon des modalités et à des niveaux très proches.

Au plan comptable et statistique, les revenus individuels totaux (incluant ceux des lopins) se rapprochent de ceux des ouvriers industriels et deviennent majoritairement salariaux. Mais, malgré leur

augmentation régulière, les salaires agricoles horaires restent généralement inférieurs au "revenu" marginal horaire que procure le lopin, principalement en nature (pénurie alimentaire dans le commerce rural, imposant l'auto-alimentation) mais aussi en argent (prix libres élevés des marchés kolkhoziens[19]). Les lopins n'ont donc pas cessé de concurrencer, de manière latente, la ferme collective pour la mobilisation quantitative et qualitative (faible motivation pour un travail parcellaire subalterne rémunéré à la tâche) d'une main-d'oeuvre de moins en moins nombreuse. Et ceci en dépit de leur archaïsme technique et commercial, entretenu par toutes les limitations réglementaires, administratives et économiques qu'ils n'ont pas cessé de subir.

Au delà de la réprobation idéologique du secteur privé, c'est précisément là une explication économique directe de ces limitations elles-mêmes[20] et de leur maintien "de facto" jusqu'à nos jours, en dépit d'une ligne centrale de plus en plus favorable à leur abolition, et libérée de cette hostilité de principe (cf. infra III).

Cette configuration traduit le maintien de la logique stalinienne d'extraversion forcée de la production agricole, et en même temps celui des travailleurs agricoles dans un statut très imparfaitement salarial, qui conserve certains aspects du néo-servage stalinien.

D'une part en effet le salaire agricole n'a pas à couvrir tout le coût de la reproduction de la force de travail, puisqu'une partie de ce coût est supportée par le lopin.

D'autre part le salaire n'est que très imparfaitement un prix "marchand" de la force de travail, du fait de ce levier de pression alternatif que fournit la très forte dépendance personnelle des travailleurs à l'égard de leurs dirigeants directs[21] :

- Pour l'accès physique aux intrants minimums (fourrage notamment) du lopin, et aux marchés kolkhoziens des villes ainsi qu'à divers autres biens et services collectifs et individuels (pénuries élevées dans les campagnes).
- Pour la mobilité professionnelle locale (peu ouverte) ou la migration hors du secteur (freins administratifs).
- Du fait, en général, de l'isolement profond du village (sous-équipement grave en voies et moyens de communication).

#### **b. Le maintien de l'extraction forcée et du dirigisme détaillé :**

Dans le régime agraire stalinien, le caractère grossièrement déséquilibré des échanges agriculture-industrie et villes-campagnes imposait l'extraction forcée du travail et des livraisons agricoles, donc un dirigisme administratif absolu et détaillé à l'égard des kolkhozes (et des kolkhoziens). Dans un tel régime ceux-ci ne pouvaient avoir "d'entreprises" (et a fortiori de "coopératives") que le nom.

Sous Khrouchev, l'augmentation rapide des prix et des revenus monétaires agricoles, et l'accès accru des exploitations aux intrants

matériels, amorçaient un rééquilibrage de ces échanges. L'amplification considérable de ces évolutions durant toute l'ère Brejnev (cf. infra) a conduit à un renversement de l'échange de richesse matérielle et de revenus au bénéfice de l'agriculture.

Ainsi se formaient des conditions favorables à une abolition du rapport d'extraction dirigiste, ou à son assouplissement notable, c'est-à-dire à une autonomisation relative des exploitations agricoles, avec introduction d'un aspect authentiquement marchand et contractuel, négocié, dans leurs rapports avec leurs tutelles, leurs clients et leurs fournisseurs.

En fait, au-delà des apparences formelles, rien de tel ne s'est réellement produit sous Khrouchtchev, ni ultérieurement, même si l'effet stimulant initial de l'introduction de véritables revenus monétaires du travail agricole n'est pas douteux.

Pourtant en 1965 l'autonomisation relative des entreprises, associée à leur stimulation et à leur guidage indirect par les prix, les impôts, le crédit et l'intéressement au profit, était bien un objectif majeur de la réforme Kossyguine. Mais cette réforme maintient d'emblée les livraisons obligatoires, et n'a atténué que faiblement et transitoirement le dirigisme détaillé en agriculture, bien qu'elle ait constitué la ligne de référence officielle jusqu'en 1975 environ.

Par contraste, une autonomisation relative des exploitations agricoles collectives a davantage pris corps dans les années 60 dans d'autres pays de l'Est. Cette évolution a été très marquée en Hongrie. Mais elle a aussi concerné, à un moindre degré, des pays restés formellement fidèles à la planification directe des entreprises, comme la Tchécoslovaquie, la RDA ou la Bulgarie.

En URSS donc, le dirigisme étroit de l'appareil territorial et ministériel de l'Etat et du Parti à l'égard des kolkhozes et sovkhozes est resté intégralement à l'oeuvre jusqu'aux années Gorbatchev [22]. Toujours focalisé de manière absolument prioritaire sur l'accroissement et le drainage centralisé maximaux des livraisons agricoles, ce dirigisme est loin de se limiter à la simple distribution "planifiée" (en réalité un tâtonnement empirique; des ressources et des productions obligatoires, et à la fixation des prix. Il n'a pas cessé de se prolonger par des ingérences détaillées à l'intérieur des processus de production : dates et rythmes des semis et récoltes, effectifs et composition des cheptels, etc... Il régit en détail les choix technologiques, l'organisation et la rémunération du travail, impose des normes d'efficacité en tous genres, des ratios d'emplois du revenu brut et (ou) du profit. Par ailleurs les tutelles administratives locales drainent et redistribuent à leur gré les profits sans règles fiscales fermes et générales, réajustent couramment en hausse et en baisse les plans de livraisons, violent fréquemment leurs propres "contrats", etc...

Dans cette relation "de tutelle mesquine", le levier de stimulation majeur des acteurs économiques subordonnés (de tous niveaux) est resté la pression hiérarchique (et collectiviste : celle des pairs)

exercée sur eux en tant que sujets de l'ordre social soviétique, et non pas en tant "qu'agents économiques". Les règlements et dispositifs d'intéressement et de guidage économique indirects (contrats, prix, primes, crédits, impôts, etc...) sont en pratique réduits à de simples outils annexes de cette pression, constamment manipulés et violés par les autorités centrales et locales en fonction des circonstances. Dans une large mesure, c'est d'ailleurs là une nécessité fonctionnelle, compte tenu des inévitables contradictions et effets pervers de ces dispositifs en économie administrée[23].

La force de "ces pressions" tient elle-même au degré très élevé de dépendance personnelle dans lequel l'économie de pénurie et l'absence d'Etat de Droit (le parti et l'Etat "supra lege") maintiennent tout opérateur à l'égard de ses supérieurs hiérarchiques immédiats (et de ses pairs collectivement responsables du respect uniforme des normes de comportement). Il en dépend notamment pour la distribution plus ou moins avantageuse de ressources et de tâches productives, de multiples autorisations, l'accès à certains biens et services de consommation rares (logements, voitures, voyages, etc...), et bien sûr aussi pour sa carrière (mobilité hiérarchique, sectorielle et géographique), qui commande ici l'accès physique à beaucoup de privilèges matériels et moraux essentiels[24].

Cette continuité dirigiste s'explique en grande partie par tout ce qui a déterminé, dans l'ensemble de la société, la formation et la cristallisation de la version brejnevienne de l'ordre social soviétique. C'est en particulier dans la consolidation et la diffusion extrêmes de petits pouvoirs bureaucratiques à tous les niveaux hiérarchiques, que le pouvoir brejnevien a trouvé son assise politique à partir de 1965, c'est-à-dire dans une direction totalement défavorable à la réforme Kossyguine.

Mais dans les campagnes ce rapport a été très renforcé :

- Par les conséquences récurrentes de l'éradication profonde de toute société paysanne et rurale proprement dite, par la collectivisation meurtrière[25] des années 30.

- Par la position despotique que donnent aux hiérarques locaux du Parti et de l'Etat leur monopole absolu sur l'emploi et la promotion de leurs subordonnés, ainsi que sur leur accès aux biens et services les plus divers et aux débouchés, du fait de l'isolement des villages et des exploitations.

## **5. La fuite en avant dans la croissance de la base matérielle :**

C'est l'autre clef d'explication du maintien de l'extraction dirigiste. En effet les pouvoirs post-staliniens ont cherché dans l'engagement massif de ressources matérielles nouvelles dans l'agriculture une alternative à la décentralisation économique, et non pas un moyen de celle-ci. Cette fuite en avant conservatrice leur épargnait la très délicate remise en cause de l'ordre social, qu'eut impliqué[26] la régénération préalable d'entreprises agricoles adultes, capables de

gagner elles-mêmes les moyens de l'expansion. Elle a pris successivement les trois formes suivantes

#### **a. La conquête des terres vierges :**

Du fait des capacités initialement faibles des industries d'amont (notamment celles des engrais), cette fuite en avant a d'abord emprunté, sous Khrouchtchev, la voie prioritaire de l'expansion en surface : entre 1956 et 1964, 37,5 millions d'hectares de semis ont été ajoutés aux 157 millions de 1953 par les sovkhozes pionniers, dans les steppes du Nord-Kazakstan, du sud de la Sibérie et du bassin de la Volga. La précipitation volontariste de l'opération a conduit, après les premiers succès spectaculaires, à des graves déboires d'origine agro-écologique[27]. Ceux-ci, conjugués à ceux de l'expansion volontariste du maïs en Russie centrale, à partir de 1958, ont fortement contribué à la chute de Khrouchtchev en 1964.

#### **b. L'intensification agricole :**

Les limites de l'extension territoriale étant désormais atteintes, le pouvoir brejnevien a réorienté définitivement la croissance vers l'intensification agricole, en particulier dans les terroirs anciens : à partir de 1965 des ressources colossales et rapidement croissantes sont engagées dans la fertilisation chimique, la mécanisation, le drainage et l'irrigation, la construction de bâtiments d'élevage, et plus tardivement dans la protection phytosanitaires et l'amélioration génétique.

Mais les unités agricoles étant totalement dépourvues de rationalité propre d'entreprise, cette modernisation technique leur a été imposée et dans une très large mesure payée (investissements budgétaires, annulation de dettes, inputs subventionnés, etc...) de l'extérieur sur un mode paternaliste et technocratique qui inhibe en retour leurs initiatives gestionnaires. Ainsi s'est entretenu le cercle vicieux du dirigisme détaillé et de l'extraction hiérarchique "tendue" des livraisons agricoles, sous la pression croisée des coûts croissants supportés par la société et de l'impératif alimentaire. Bien que cette extraction ait perdu son ancien caractère unilatéral, elle a ainsi trouvé sa nouvelle source dans la modernisation volontariste elle-même.

Dans ces conditions, les prix agricoles[28] -malgré leurs fréquents relèvements périodiques, qui suivent avec retard ceux des coûts de production (cf. infra tableau IV), des déficits financiers et des dettes des exploitations- n'ont jamais atteint le "niveau d'équilibre" permettant de substituer un rapport marchand à l'extraction hiérarchique. Leurs ajustements passifs sur les hausses de coût confirment clairement leur rôle d'instrument annexe de cette extraction et l'absence de mécanisme économique alternatif à celle-ci.

#### **c. La tentative technocratique "d'industrialiser" l'agriculture :**

A la fin des années 60 les kolkhozes et sovkhozes n'avaient pas dépassé le stade "manufacturier". Ils restaient en effet des

exploitations de polyculture-élevage très diversifiée dont les sous-unités élémentaires (brigades) restaient également chargées de processus complexes, de taille modeste, à mécanisation lacunaire et avec spécialisation encore limitée des travailleurs. Par ailleurs ils étaient en général totalement coupés, au plan organisationnel, des sphères d'amont et d'aval du complexe agro-industriel.

Or, en Europe de l'Ouest une restructuration profonde du secteur était largement engagée depuis les années 50, sous la pression du progrès technique et des marchés : une "deuxième révolution agricole" y avait fait éclater le système universel de polyculture-élevage "paysanne" [29] en exploitations spécialisées nettement plus grandes [30], hautement mécanisées et chimisées, et contractuellement "intégrées" aux industries d'amont et d'aval. Par ailleurs ce mouvement s'accompagnait d'une spécialisation régionale accrue. Cette vaste mutation structurelle y avait déjà permis un progrès considérable des productions et de la productivité du travail en agriculture, qui s'est poursuivi ensuite.

Dans les années 70 ceci inspirait à l'URSS (comme aux autres pays de l'Est) une tentative mimétique de restructuration. Mais faute de marché et d'expression autonome des agriculteurs, celle-ci a été, pour l'essentiel, conçue et imposée de l'extérieur aux exploitations, sur un mode dirigiste et d'autant plus technocratique qu'elle réanimait la vieille utopie léniniste de "l'industrialisation de l'agriculture" [31]. Ce sont pourtant des initiatives locales spontanées à partir de 1955, officiellement encouragées à partir de 1965, qui avaient modestement amorcé le mouvement, surtout sous la forme d'associations spécialisées inter-kolkhozes, souvent pour la construction et les traitements agro-chimiques, parfois pour la production animale, ou d'aliment concentré du bétail.

Le 2ème congrès des kolkhoziens en 1969 et le 24ème congrès du PCUS en 1971 font de la coopération inter-exploitation et de l'intégration agro-industrielle une ligne officielle de restructuration du secteur. Mais jusqu'en 1975, celle-ci ne dépasse guère le stade des expériences locales ou régionales, en particulier celle de Moldavie, où elle s'associe à une vaste organisation territoriale de conseils interkolkhozes "élus". En fait cette ligne rencontrait encore la résistance centrale de partisans d'une voie de développement énorme et reposant sur l'autonomie "coopérative" des kolkhozes.

C'est le discours de Brejnev à Alma Ata en 1974, et surtout la résolution du PCUS du 2 Juin 1976, qui marquent le vrai point de départ de l'offensive de concentration, spécialisation et intégration verticale en agriculture [32] dans une version radicalement "industrielle" [33] et dirigiste-étatiste :

- Constitution d'ateliers géants [34] très étroitement spécialisés [35] à mécanisation "complexe", et avec parcellisation extrême du travail de base ("posté" en 2x8 ou 3x8).

- En production végétale, de grands "détachements" temporaires mécanisés, constitués par opération culturale et travaillant à très grande échelle, se substituent aux anciennes brigades permanentes de "polyculture tractorisée" (et parfois d'élevage) sur une terre donnée[36].

- La coordination "horizontale" entre ces nouvelles macro-unités ultraspécialisées, constituées à l'échelle d'une exploitation ou d'une association d'exploitations, et "verticale" avec les entreprises industrielles d'amont et d'aval, est censée s'établir à l'échelle de grands complexes agro-industriels plus ou moins intégrés (unions ou combinats agro-industriels, sovkhoses-usines, etc...). A l'intérieur de ceux-ci, les kolkhoses tendent à perdre leurs restes d'autonomie gestionnaire et à aligner leur mode de fonctionnement sur celui des sovkhoses.

Manifestement guidée par le souci d'accélérer la modernisation agricole, et de mieux la contrôler centralement par la simplification de l'appareil productif, cette restructuration industrialiste a été dans l'ensemble un échec : elle même est finalement restée très minoritaire[37] et s'est effectuée dans l'ensemble à coûts croissants (si l'on tient compte des coûts directs et d'opportunité en capitaux fixes).

D'une part en effet elle s'est heurtée à l'incapacité de l'industrie (en ralentissement prononcé à partir de 1975) de fournir les intrants nécessaires dans les quantités, qualités, délais et assortiments adéquats. En même temps les privilèges d'approvisionnement des unités "industrialisées" ont aggravé les pénuries de ressources dans les autres. D'autre part, sous l'effet d'une mécanisation en fait incomplète, de charges d'encadrement très élevées, et de la déresponsabilisation accrue des travailleurs de base (excessivement spécialisés et dont les horaires et salaires réguliers dissimulent un sous-emploi caché), les gains réels de productivité du travail ont été souvent décevants et incapables de couvrir le gonflement considérable des coûts matériels, en particulier d'investissement[38]. De plus les coordinations entre macro-unités spécialisées (par exemple fourragères et animales) ont été déficientes. Enfin, l'orientation "industrialiste" de la modernisation agraire a aggravé les destructions agro-écologiques que l'on évoquera plus bas.

Ainsi s'explique le freinage très net, voir le coup d'arrêt donné à ce mouvement au début des années 80, en URSS comme ailleurs à l'Est, sauf dans le cas très particulier de l'aviculture, techniquement facile à industrialiser.

Mais plus fondamentalement les causes de cet échec de l'industrialisation agricole ne sont autres que les suivantes, qui expliquent en général l'échec économique de la modernisation agricole volontariste de "l'ère Brejnev".

## **6. Les causes structurelles de l'inefficacité économique de l'agriculture soviétique :**

En eux-mêmes les divers types de dysfonctionnement qui n'ont pas cessé, dans les trois dernières décennies, d'affecter gravement les performances économiques de l'agriculture soviétique n'ont rien de spécifique à ce secteur. Ils ont été abondamment décrits et expliqués - y compris en URSS- comme des phénomènes inhérents au système général de "l'économie de pénurie", dans sa version directement administrée de type soviétique[39]. Rappelons-en les aspects majeurs :

- Dictature des fournisseurs d'intrants sur leurs utilisateurs. Cela s'est traduit par de très graves et permanentes inadéquations, qualitatives plus que quantitatives, de l'offre d'engrais, aliments composés, machines, infrastructures hydrauliques, etc., aux besoins des exploitations agricoles ;
- Inhibition de l'initiative gestionnaire et technique des exploitations et de leurs sous-unités, avec dissimulation active, ou passive, de "réserves" de ressources et de productivité, et absence d'effets -ou effets pervers- des stimulants et "leviers" économiques (primes, prix, crédits, etc...);
- Irresponsabilité des travailleurs de base à l'égard de la qualité de leur travail, c'est-à-dire de ses résultats finaux collectifs ;
- Planification tâtonnante "à partir du niveau atteint, fort éloignée de toute répartition économiquement rationnelle des ressources et tâches entre exploitations, districts et régions ;
- Démotivation des acteurs efficaces par ce dernier mécanisme et par la redistribution de leurs bénéfices aux autres, et plus généralement par l'arbitraire des hiérarchies administratives ;
- Clientélisme, corruption et détournements illégaux de ressources ;
- Rigidité et lenteur des hiérarchies dans la correction des dysfonctionnements constatés ;
- Formalisme dans l'application des "formes progressives" d'organisation et de gestion ;
- Inapplicabilité des normes et règlements divers, du fait de leur uniformité inadéquate à la variabilité des situations locales, et de leur prolifération excessive, donc de leurs contradictions mutuelles.

Ce qui est particulier au cas de l'agriculture soviétique est l'amplification caricaturale de tous ces dysfonctionnements et plus encore, de leurs conséquences économiques et écologiques :

- Par le degré particulièrement aigu et détaillé ("tutelle mesquine") du dirigisme administratif appliqué au secteur agricole ; nous avons déjà examiné ce point plus haut ;
- Par la particulière inadéquation de ce dirigisme, spécialement dans sa version "industrialiste" (cf. infra), aux spécificités naturelles et

techniques des processus de production agricoles : complexité et maîtrise scientifique très imparfaite des processus biologiques concernés[40] et de leurs inter-relations étroites, hétérogénéité des sols, des climats, des plantes et des animaux, aléas climatiques, écologiques et sanitaires, non-différibilité et saisonnalité des opérations, périssabilité des produits, etc.

- Par exemple : un léger retard des apports d'engrais et de semences, ou de tel ou tel soin aux animaux peut compromettre irréversiblement les résultats finaux, alors que, dans la plupart des processus industriels, des retards de ce type sont rattrapables au prix d'un simple allongement des délais ou des horaires de travail ultérieurs. Notons que les conditions climatiques généralement difficiles de l'URSS aggravent ces contraintes.

De même chaque aléa climatique, chaque particularité, locale et évolutive, des sols, des plantes et des animaux appelle une réaction motivée, rapide et particulière des travailleurs de base, disposant d'une intelligence et d'une expérience synthétiques des processus en jeu, qu'aucun système de normes et d'ordres ne peut efficacement remplacer[41].

L'analyse et l'expérience internationale montrent que ces spécificités continuent, en dépit (et parfois du fait) des progrès techniques, à donner un avantage économique (et écologique) décisif à la maîtrise stable et garantie de la terre et de processus complexes par de petits groupes cooptés (éventuellement familiaux) d'agriculteurs de base multiquifiés et directement intéressés aux résultats finaux. C'est une des raisons majeures de la prédominance de l'exploitation familiale ou individuelle, à l'Ouest.

A contrario l'agriculture soviétique combine l'inconvénient économique universel de grands collectifs de salariés agricoles permanents (aux salaires alignés sur ceux des villes) avec ceux du dirigisme administratif intégral, c'est-à-dire l'absence de marchés d'amont et d'aval, d'expression collective et de protection juridique des agriculteurs.

La prise de conscience graduelle de ces "faits têtus" par le pouvoir central est au coeur de la problématique de l'actuelle perestroïka en agriculture et inspire son objectif-clé : rendre le travailleur agricole "maître de sa terre". Mais elle n'a été possible que sous la pression des effets désastreux - que nous allons examiner - de leur sous-estimation prolongée jusqu'aux années Gorbatchev.

## **II. LE BILAN D'INEFFICACITE :**

Au regard du volume et de la croissance considérables des ressources physiques et financières absorbées par la modernisation agricole depuis les années 60, les résultats productifs et économiques du secteur ont été extrêmement et de plus en plus décevants jusqu'en 1985.

## 1. Les ressources matérielles engagée

Les indices suivants donnent une idée de l'ampleur et de la croissance des dépenses matérielles engagées dans la production agricole, durant les six derniers quinquennats

**TABLEAU 1**  
INVESTISSEMENTS, IMMOBILISATIONS ET INTRANTS

	56-60	61-65	66-70	71-75	76-80	81-85	86-88
Investissements agricoles productifs (milliards de roubles en prix comparables) en moyenne par an	5.34	8.46	13.34	22.24	28.64	31.24	34.8
% du total des investissements productifs	13.9	15.2	16.7	19.8	20.0	18.5	16.9
	1960	1965	1970	1975	1980	1985	1988
Croissance des immobilisations agricoles productives (en prix comparables)	100	148	212	350	510	683	766
Livraisons annuelles :	257		309.3		347.6	393.4	339.7
- tracteurs (1000)	6.7		19		29	35	31
- moissonneuses bat. (1000)	57		97		117	111	65.5
- engrais chimiques (1000 t d'éléments purs)	2624		10.317		18.763	25.395	27.196
- milliers d'hectares nouvellement :			360	903	750	660	522
• irrigués			783	872	729	698	647
• drainés (moyennes annuelles)							

Sources : Nar. Khoz. 1977, 1986, 1988.

L'agriculture soviétique absorbe donc depuis 1965 une part de l'investissement total 4 à 5 fois supérieure à celle que l'on observe en Europe occidentale, et environ double de celle, en moyenne, de l'Europe de l'Est (hors URSS). Depuis 1980 le fléchissement de cette part a été imposé par la stagnation économique globale.

Signalons aussi que les livraisons annuelles de machines, tracteurs et engrais sont supérieures à celles fournies à l'agriculture des USA depuis 1975.

## 2. Production et productivités :

**TABLEAU 2**  
PRODUCTION, PRODUCTIVITE, EMPLOI ET REVENU DE L'AGRICULTURE

	56-60	61-65	66-70	71-75	76-80	81-85	86-88
Croissance de la production agricole globale en volume % par an		2.2 %	3.9 %	2.5 %	1.7 %	1 %	3 %
Par habitant *		1 %	2.7 %	1.6 %	0.8 %	0.1 %	2 %
Production moyenne de céréales par an (millions de t.)	121	130	168	182	205	180	206
Croissance annuelle moyenne de la productivité horaire du travail agricole socialisé			6.3 %	3.5 %	2.2 %	0.8 %	6 %
% de l'emploi agricole (année terminale)	39	31	25	20	20	20	19
% du revenu national «produit» par l'agriculture (année terminale)	20.7	22.7	22	17.4	15.1	19.6	22.7

Sources : Nar. Khoz. de différentes années, Neselenie SSSR 1987 (\*) et calculs de l'auteur.

Après 1970, le ralentissement de la croissance agricole a été régulier jusqu'en 1985, et a conduit à une quasi-stagnation par habitant de 1975 à 1985, en dépit de l'effort, déjà noté, d'investissement productif (la productivité de l'investissement décroît très vite depuis 1970[42]). De même le contraste est frappant entre la croissance des apports d'engrais et la stagnation de la récolte céréalière moyenne depuis 10 ans, ainsi qu'entre l'effort de mécanisation et le ralentissement continu des progrès de la productivité du travail jusqu'en 1985. Ainsi l'agriculture soviétique continue-t-elle d'absorber depuis près de 20 ans, un cinquième de l'emploi national -soit un multiple des taux ouest-européens (en diminution continue dans cette période- sans échapper pour autant à de sérieuses pénuries de main-d'oeuvre. Le maintien à un niveau élevé de la part du revenu national qui est apparemment "produite" -en réalité absorbée- par l'agriculture, traduit essentiellement ces inefficacités physiques : il résulte essentiellement de la hausse relative des prix agricoles, et de celle des salaires agricoles, plus rapide (jusqu'en 1985) que celle de la productivité du travail. En fait, la part du revenu absorbée par le secteur est certainement bien plus élevée, du fait des considérables subventions multiformes (investissements gratuits ou très subventionnés, annulation de dettes, etc...) directement accordées aux exploitations entre deux vagues de hausses des prix, notamment entre 1976 et 1980.

### 3. Coûts, prix et subventions :

Cette analyse est confirmée par les données suivantes relatives aux coûts de production kolkhoziens[43], aux prix agricoles de quelques produits, et aux subventions de soutien de ces derniers. A noter que ces "coûts" (sebestoimosti) sous-estiment notablement les coûts totaux et leur hausse, car n'incluant pas les charges relatives à la terre

(et à l'irrigation) et aux capitaux fixes ; il s'agit des coûts variables directs, de chaque produit.

**TABLEAU 3**  
**COÛTS VARIABLES DE PRODUCTION UNITAIRES DANS LES KOLKHOZES (en roubles/tonne)**

	1960	1965	1970	1975	1980	1985	1988
Céréales (sauf maïs)	40	48	50	69	76	94	97
Viande bovine	916	989	1.116	1.574	2.177	2.527	2.541
Viande porcine	1.226	1.124	1.194	1.487	2.018	2.313	2.138
Lait	133	155	177	217	287	340	323

Source : Nar. Khoz. années concernées

De 1975 à 1985 ces "coûts" (variables directs) ont augmenté nettement plus vite que le rythme général de la hausse des prix (de l'ordre de 2 par an dans cette période). Dans la même période les coûts agricoles ont généralement baissé en valeur réelle en Europe de l'Ouest et aux USA.

**TABLEAU 4**  
**PRIX AGRICOLES EFFECTIFS POUR QUELQUES PRODUITS VENDUS PAR LES KOLKHOZES ET SOVKHOZES (roubles/tonne)**

	1970	1975	1980	1985	1986	1988
Céréales	103	125	110	153	175	173
Viande bovine	1.539	1.891	2.050	2.902	2.829	2.932
Lait	189	211	270	426	425	428

Source : Calculs de E. C. COOK. Newsletter RSEEA. Vol. 11 n° 1 - Mars 1989 -

En 1988, d'après le dernier annuaire national (p. 434), les prix agricoles d'Etat ont fait un bond de 12 %.

**TABLEAU 5**  
**SUBVENTIONS DE SOUTIEN DES PRIX AGRICOLES (milliards de roubles)**

1965	3.2 *
1970	13.8
1975	18.2
1980	26.1
1985	59.9
1987	64.9

Sources : V. N. SEMENOV -  
Finansy SSSR n° 9, 1988  
(années 65 à 85)  
- APK : ekonomika,  
upravlenie n°3, 1989 (années  
87 et 89).

Le gonflement considérable de ces subventions a eu pour objet d'éviter la répercussion des hausses des prix agricoles sur les prix alimentaires de détail, maintenus constants depuis 1953 (1962 pour les viandes). S'y ajoutent d'autres types de subventions (à la baisse du prix des intrants industriels et aux investissements notamment), conduisant en 1988 à un total de 100 milliards de roubles soit près de 20 % du budget total de l'Etat. C'est là l'une des sources majeures de l'injection croissante de pouvoir d'achat excédentaire dans l'économie, depuis une vingtaine d'années et de la dramatique aggravation récente de la pénurie alimentaire dans le pays, qui bloque toute progression de la réforme économique en cours (cf. infra conclusion).

#### 4. Consommations et importations :

TABLEAU 6  
CONSOMMATIONS MOYENNES PAR HABITANT (kg)

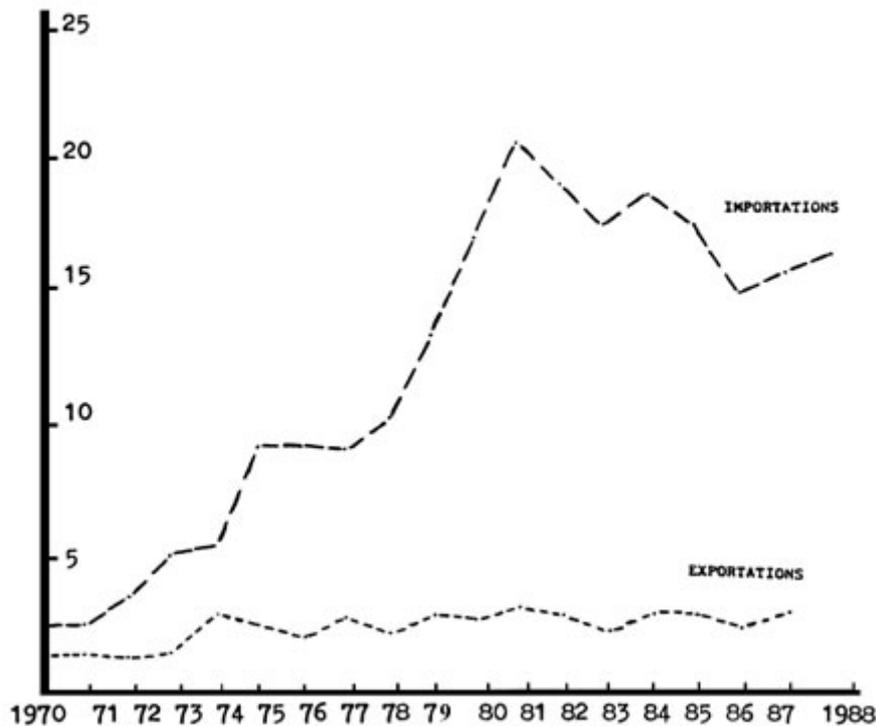
	1913	1950	1960	1970	1975	1980	1985	1987
Viandes (graisses et abats inclus)	29	26	40	48	57	58	62	66
Poissons et produits de poisson	6.7	7	9.9	15.4	16.8	17.6	18.0	17.6
Lait et produits du lait	154	172	240	307	315	314	325	356
Œufs (nombre)	48	60	118	159	216	239	260	275
Sucre	8.1	11.6	28	38.8	40.9	44.4	42.2	46.8
Graisses et huiles végétales		2.7	5.3	6.8	7.6	8.8	9.7	10.1
Pommes de terre	144	241	143	130	120	109	104	99
Légumes et melons	40	51	70	82	89	97	102	101
Fruits et baies	11	11	22	35	39	38	48	55
Produits des céréales.	200	172	164	149	141	138	133	131

Sources : Nar. Khoz. plusieurs années.

Ces chiffres officiels surestiment beaucoup certaines consommations réelles[44]. Par ailleurs les disparités sociales et territoriales sont considérables[45]. Les observations et témoignages sur l'insatisfaction élevée de la demande alimentaire n'ont pas cessé d'abonder depuis 20 ans et se renforcent dramatiquement depuis 2 ans.

A partir de 1970 la progression (réelle) des consommations a impliqué une hausse considérable des importations agro-alimentaires nettes comme le montre le graphique ci-après

GRAPHIQUE 1  
IMPORTATIONS ET EXPORTATIONS AGRO-ALIMENTAIRES DE L'URSS  
(EN MILLIARDS DE DOLLARS).



Sources : 1970-74 : Annuaire du commerce extérieur FAO, Vol. 29, 1975.  
1975 -1989 : USSR Agriculture and Trade Report USDA (de 1980 à 1989)

La hausse très importante des importations céréalières (à partir d'une position exportatrice nette en 1970) a été, pour une part notable (de l'ordre du tiers), responsable de cette évolution, à côté du gonflement des importations de sucre, de viande, produits laitiers, fruits, légumes et oléagineux.

**TABLEAU 7**  
**IMPORTATIONS MOYENNES ANNUELLES DE GRAINS**  
**CEREALIERS**  
(millions de tonnes)

1971 - 1975	1976 - 1980	1981 - 1985	1986 - 1988
13.3	23.3	42.12	32.87

Source : USSR Agriculture and Trade Report. USDA (plusieurs années)

Cet accroissement est uniquement dû à celui des besoins fourragers d'un cheptel en augmentation rapide depuis les années 60, dans des conditions de faible productivité, face à la tendance à la stagnation des rendements céréaliers et à des pertes élevées de grains (cf. ci-après 5).

Payée pour plus des 2/3 en devises fortes, l'agro-importation soviétique a irrégulièrement mais généralement été favorisée depuis 1972-73 par la combinaison de ses prix déprimés par la tendance structurellement excédentaire des agricultures occidentales, avec des prix élevés à l'exportation des hydrocarbures (60 % des recettes en devises de l'URSS actuellement). Mais depuis 1985 le niveau beaucoup plus bas des seconds rend cet échange moins avantageux, cependant que les premiers sont de nouveau à la hausse depuis 1988[46].

Mais de toutes façons l'absorption régulièrement massive de devises par l'agro-importation depuis plus de 15 ans a considérablement gêné l'URSS dans l'accès aux technologies et équipements occidentaux qui eussent été précieux pour la modernisation de son économie, entre autres les industries alimentaires. En cela aussi, la crise du secteur agricole a amplifié la crise globale.

## 5. Gaspillages et pertes de ressources et de produits :

Au-delà du bilan macro-économique, la mise en cause de volontarisme et du dirigisme se précise dans les gaspillages et pertes internes au complexe agro-industriel et alimentaire :

- Le développement considérable de l'importation céréalière depuis 1972 trouve une explication suffisante dans le fait que celui de l'élevage s'est effectué en sous-utilisant le potentiel de production de fourrages grossiers, et surtout avec une très faible efficacité de la transformation des ressources fourragères en produits animaux. Selon les espèces et produits animaux concernés, cette efficacité est deux à trois fois inférieure aux moyennes occidentales et de certains pays de l'Est. Le retard génétique, en cours de réduction est loin de suffire à expliquer ce gaspillage fourrager. Celui-ci met en cause tous les dysfonctionnements, déjà signalés, propres au dirigisme administratif, se traduisant, entre autres, dans la composition déséquilibrée des rations fourragères (très carencées en protéines) et dans la croissance imposée des cheptels, quels que soient les déficits fourragers, notamment hivernaux. Des corrections sont observées depuis quelques années, mais les progrès résultants restent encore modestes (cf. infra III-2-b).

- Les pertes de produits agricoles, durant et après la récolte, atteignent des taux considérables. Durant le plénum de Mars 1989, Gorbatchev les a rappelés : de 20 à 40 % selon les produits. Dans le cas des céréales, leur montant est de l'ordre des quantités importées depuis quelques années, soit d'environ 35 millions de tonnes [47]. Le retard massif d'équipement des circuits d'aval (stockage, transformation, distribution) explique en bonne partie ces pertes ; d'où la priorité d'investissement qui leur a été accordée (70 milliards de roubles entre 1987 et 1995). Mais la mauvaise coordination verticale de ces circuits, aggravée par les subventions massives qu'ils reçoivent, en est également responsable. Enfin, la logique d'extraction administrative des livraisons agricoles a exagérément favorisé les circuits longs de drainage et redistribution centralisés des produits non-transformés, ainsi que la concentration des industries alimentaires dans les grandes villes. D'où l'insistance actuelle sur le développement et la modernisation des circuits courts d'auto-provisionnement local et régional (incluant une transformation par les exploitations elles-mêmes) avec prix semi-libérés.

- Depuis 25 ans, nous rappelle Gorbatchev au plénum de Mars 1989, 22 millions d'hectares de terres labourables ont été perdus, dont 12 millions pour les installations industrielles et les communications, et 6 simplement abandonnées à la friche, cependant que 3 millions

d'hectares irrigués sont inutilisés "par incurie" et que 10 millions d'hectares ont été noyés par des barrages mal situés et non rentables [47].

Par ailleurs, l'irrigation mal conçue et gérée a abouti à des considérables gaspillages d'eau, à la salinisation définitive d'énormes surfaces agricoles (et de lacs et cours d'eau) et à des rendements médiocres et stagnants depuis 1980.

Enfin, la manière dont a été conduite l'intensification agricole (agro-chimique et mécanique), notamment dans sa forme "industrialiste" (cf. supra), a entraîné une importante perte de fertilité des sols par tassement [48], baisse de la teneur en humus, érosion [49] et acidification. C'est la raison majeure de la quasi-stagnation des principaux rendements végétaux à partir de 1975 en dépit d'une fertilisation chimique très rapidement croissante jusqu'en 1988.

- Outre leur distribution inadéquate, la mauvaise qualité moyenne des machines et tracteurs livrés à l'agriculture, aggravée par la pénurie de pièces, est une rubrique récurrente bien connue des gaspillages de ressources dans ce secteur. Malgré un personnel agricole d'entretien comparable à l'effectif de l'industrie fournisseuse, les taux de panne et de réforme des matériels sont très élevés. Le parc mécanique utile stagne donc à un niveau encore très insuffisant malgré le record (quantitatif) mondial de sa production. Des constats analogues concernent les engrais dont la composition déséquilibrée réduit beaucoup l'efficacité, outre des pertes très importantes (au moins 15 %) par déficience des transports et capacités de stockage.

- Une autre perte dramatique de potentiel productif concerne, on l'a vu, la force de travail agricole : le retard qualitatif considérable des conditions de vie et de travail dans les campagnes stimule depuis 20 ans, dans la plus grande partie septentrionale et centrale du pays, un exode agricole non maîtrisé et une pénurie qualitative et quantitative d'agriculteurs jeunes, qualifiés et motivés. Gorbatchev, notamment au plénum de Mars, a officialisé une image accablante de ce retard et a donné à sa liquidation une priorité économique et politique majeure.

### III. LE TOURNANT GORBATCHEV

Certains prémisses de la perestroïka agricole sont posés durant les dernières années de l'ère Brejnev et les inter-règnes d'Andropov et Tchernenko, Gorbatchev étant déjà en charge (à partir de 1978) de l'agriculture au Comité Central. La montée de la crise impose dès lors des ajustements pragmatiques, importants dans leurs principes, mais dont la portée et les résultats réels ont été très affaiblis par le maintien du cadre général antérieur

#### 1. 1978-1985. Les prémisses du tournant : ajustements pragmatiques et conservatisme fondamental :

##### a) Tentatives de relance du secteur agricole "privé" :

Le tournant est amorcé par le Décret de Septembre 1977, et notablement complété et renforcé par celui de Janvier 1981. Dans ses lignes essentielles, il consiste à ordonner à tous les organes locaux compétents :

- de diminuer les restrictions préexistantes de l'élevage et du maraîchage pratiqués par les travailleurs et retraités non agricoles des banlieues et des villages,
- de leur fournir tous les moyens d'étendre et moderniser leur production : terres sous-utilisées, crédit, fourrage, semences, jeunes animaux, outillage, bâtiments abandonnés, etc...,
- de développer avec eux, comme avec les kolkhoziens et sovkhosiens (décret de 1981), des contrats d'approvisionnement-écoulement dans le cadre desquels :
  - les anciens plafonds de surface et de cheptel peuvent être dépassés,
  - les productions privées obtenues peuvent être incluses dans les livraisons planifiées des kolkhozes et sovkhoses.
- de développer et moderniser les infrastructures et les activités d'écoulement de la production privée, dans les marchés kolkhoziens et les coopératives de consommation (tsentrosouyouz).

Globalement l'impact de cette politique a été significatif mais modeste :

En effet la production agricole du secteur privé, après avoir pratiquement stagné de 1966 à 1980, a augmenté de 6 % durant le quinquennat 81-85 et de 1 % en 1986-88 [\[50\]](#). Sa part dans la production agricole totale s'est ainsi stabilisée à 26 % durant le quinquennat 81-85, après avoir régulièrement décliné auparavant [\[51\]](#), et avant de décroître à nouveau depuis.

La nouvelle politique à l'égard des lopins a obtenu ces modestes résultats :

- en amplifiant le développement spontané de la production des vergers et jardins "collectifs" périurbains (qui atteint 10 % de la production agricole privée en 1983) : de 1975 à 1987 la surface des premiers triple et celle des seconds augmente de 16 % [\[51\]](#).
- en composant la décroissance continue du cheptel privé, liée à celle de la population agricole des régions concernées, par une hausse sensible de sa productivité (plus rapide que celle du secteur socialisé depuis 1980). C'est probablement un effet positif de l'intégration-planification contractuelle des élevages privés par les kolkhozes, sovkhoses et coopératives de consommation : leurs livraisons contractuelles de viandes et de lait à ces derniers s'accroissent respectivement de 950 % et 533 % entre 1981 et 1988, date à laquelle elles représentent 80 % et 98 % des livraisons totales du secteur privé

à l'Etat. Durant la même période, ces dernières se sont accrues respectivement de 275 % et 227 %, surtout aux dépens des ventes purement privées [51].

Mais cette politique contractuelle, inspirée explicitement de l'exemple hongrois, a été loin de réunir les conditions du succès productif de ce précédent : pouvoir d'achat réel de la monnaie, quantité et qualité des intrants, protection juridique des contractants privés, équipement des circuits d'aval, etc... Elle n'a donc suppléé que très modestement aux carences du secteur socialisé.

#### **b) De l'industrialisation agraire à "l'agricolisation" de l'industrie :**

Le Décret du 4 Décembre 1978 visait la relance des exploitations agricoles auxiliaires d'Etat créées par les entreprises industrielles, et diverses institutions, pour nourrir leur propre personnel. Ces "ateliers verts" étaient spontanément apparus dès les années 30, puis s'étaient régulièrement développés jusqu'aux années 60. Leur régression notable durant les années 70 correspondait logiquement à l'offensive de modernisation et d'industrialisation agraires accélérées des kolkhozes et sovkhoses. L'échec de cette offensive, puis le coup d'arrêt qui lui est donné explicitement en 1980-81, imposent la relance de ces fermes auxiliaires, souvent comme stricte condition de survie et développement des entreprises concernées : mal alimenté leur personnel ne vient pas, travaille mal et (ou) migre ailleurs [52].

Depuis ce tournant, le secteur des fermes d'entreprises a connu un développement soutenu. En 1988 il compte 22.000 unités, sur 7,7 millions d'hectares agricoles [53]. Si on y inclut tous les autres types d'exploitations socialisées auxiliaires (notamment celles des armées et des camps de détention), ce secteur ne produit en 1987 que 3 % des viandes ; 0,9 % du lait ; 1,8 % des légumes ; 0,7 % des fruits et 0,8 % des pommes de terre [54]. Son développement -opéré à coûts unitaires élevés- n'est donc qu'un appoint marginal, et fort coûteux : cette désécialisation "sauvage" de l'industrie, qui concerne d'ailleurs d'autres biens de consommation, est ici régressive : elle traduit l'incapacité croissante du Centre à assurer la coordination des diverses branches de l'économie.

#### **c) La sous-traitance contractuelle du travail agricole collectif [55] :**

Dès les années 1935 à 1940 on avait utilisé à une échelle non négligeable, à l'intérieur des grosses brigades, les petits groupes cooptés de travail manuel pour la mobilisation et la responsabilisation collectives des kolkhoziens dans un ensemble lié de tâches sur une terre donnée. De 1947 à 1950 ce type de "zveno" (chaînon) est à nouveau expérimenté et promu par DORONIN (1er secrétaire de l'oblast de Koursk) et ANDREEV (membre du Politburo). Dès 1950 cette voie est idéologiquement désavouée en haut lieu : on lui reproche d'être techniquement régressive, de violer l'autorité des brigadiers et des présidents des kolkhozes, et de réanimer l'instinct d'appropriation individuelle de la terre.

C'est sur des bases modernistes que l'idée est reprise sous KHROUTCHEV et fait l'objet d'une campagne de diffusion de 1956 à 1964, en liaison avec celle du maïs et de la betterave, et après la dissolution des Stations de Machines et Tracteurs (MTS). Désormais il s'agit en effet de constituer des zvenos complètement mécanisés responsables d'un assolement complexe sur une terre donnée, collectivement rémunérés en fonction de la production finale, avec avances mensuelles au temps et non plus à la tâche. L'idée est d'autonomiser le travail agricole de base et de l'intéresser réellement à ses résultats productifs et économiques finaux, ce que rendent impossible aussi bien les gros effectifs des traditionnelles brigades mixtes (manuelles-mécanisées) de poly-culture-élevage que les formations temporaires, constituées et payées pour une tâche donnée.

Mais le mouvement reste alors très limité par l'insuffisance de moyens mécaniques, et son extension apparente à des régions entières, en fait très dénaturée et formelle, obtient des résultats très inférieurs à ceux des expériences-modèles.

A partir de 1969, après de nouvelles expériences locales, il est relancé sous le patronage de VORONOV, président du conseil des ministres de RSFSR et membre du politbureau. Les formes préconisées sont dans la continuité des précédentes, avec un accent accru sur la responsabilité permanente d'un cycle complet de cultures sur une terre donnée, et l'emploi des "cartes technologiques", à la fois comme guide technique du travail du groupe, et comme base normative de sa rémunération contractuelle collective. Mais, de 1971 à 1973 le mouvement, qui culmine à 10 % des collectifs existants en Russie, se heurte à l'opposition d'un clan brejnevien favorable aux formes verticales et "industrialistes" d'organisation du travail. Cette tendance l'emporte et obtient notamment, de 1977 à 1981, la promotion officielle de la méthode IPATOV (gros détachements mécanisés temporaires travaillant à très grande échelle).

Toujours selon les mêmes principes, le mouvement des petits collectifs mécanisés "autonomes" est pourtant à nouveau relancé à partir de 1981, désormais sous l'appellation de collectifs en "sous-traitance (podriad) contractuelle". Après la mort de Brejnev (Octobre 1982), cette campagne se renforce, puis (Mars 1983) vise la généralisation de ces collectifs en agriculture, et aussi dans l'industrie. Leur pourcentage du nombre total de collectifs agricoles passe de 9,2 % en 1982 à 19 % en 1983 et 42 % en 1984<sup>[56]</sup>. Mais cette généralisation, poursuivie sous Gorbatchev (75 % en 1987) s'est effectuée, une fois de plus sous la pression hiérarchique, donc de manière généralement formaliste et très déformée : viol des règles de constitution des collectifs (volontariat, petit effectif, assolement complet, etc...), de leur autonomie gestionnaire, et des contrats d'approvisionnement et de rémunération. Plus fondamentalement : l'absence de protection juridique réelle des sous-traitants contre l'arbitraire hiérarchico-administratif, et les risques d'approvisionnement et d'écoulement inhérents à l'économie de pénurie et administrée

(absence de marché) ont empêché de généraliser l'effet d'intéressement collectif aux résultats finaux du travail, qui avait pourtant été spectaculaire dans les conditions privilégiées des expériences locales antérieures.

**d) Coup d'arrêt à l'abandon des "villages sans perspective" :**

Depuis 1974 était à l'oeuvre un programme de concentration de la population, des équipements et services sociaux ruraux dans des centres locaux, avec abandon progressif des petits villages et hameaux, réminiscent du vieux projet khrouchtchevien des "Agrovilles". Les erreurs de conception de ce programme technocratique ont été aggravées par ses modalités d'application insuffisance des équipements nouveaux ; logements des kolkhoziens en immeubles collectifs, etc... D'ou l'accélération de l'exode rural vers les grandes villes, et la régression du nombre et de la production des lapins. En 1980 il subit donc un coup d'arrêt très net, suivi d'une tentative d'inversion de tendance : programmes routiers, recommandations d'attribuer ces terres et maisons abandonnées à des résidentiels secondaires et à des retraités, etc...

**e) Mai 1982 : le programme alimentaire jusqu'en 1990 : continuité essentielle**

Ce programme établit un diagnostic critique relativement clair des carences de l'économie agro-alimentaire soviétique et des dysfonctionnements qui les expliquent au premier degré. Mais les remèdes qu'il adopte et prévoit pour surmonter ses carences et parvenir avant 1990 à l'autosuffisance alimentaire (l'échec est total de ce point de vue) restent, pour l'essentiel, fidèles aux orientations antérieures :

- Poursuite d'une expansion considérable des investissements<sup>[57]</sup> et des approvisionnements matériels de l'agriculture, notamment dans les domaines suivants : drainage, irrigation, mécanisation, engrais chimiques ; un accent nouveau est théoriquement mis sur le logement rural et les routes, les activités d'aval (dont le sous-équipement provoque des pertes colossales). Autrement dit, la fuite en avant techniciste des problèmes structurels se poursuit, même si un accent accru est mis sur la réduction des pertes et l'élévation de la productivité dans l'élevage : progrès génétique, production accrue de fourrages grossiers, rééquilibrage des rations animales, etc. :

- Sont confirmées également les inflexions pragmatiques déjà signalées en faveur du secteur privé, et plus discrètement, des collectifs en sous-traitance ;

- On engage une réorganisation administrative des appareils territoriaux du secteur. Elle consiste à rassembler dans une union agro-industrielle de district (RAPO) toutes (ou presque) les tutelles administratives locales de l'agriculture et des activités connexes d'amont et d'aval, pour une meilleure coordination mutuelle et une simplification de la tutelle exercée sur les exploitations agricoles. Dans le même esprit, des "associations agro-industrielles" sont créées aussi

aux niveaux territoriaux plus élevés (région, république et union) pour une gestion et une planification concertées du complexe agro-industriel par les nombreux ministères concernés. En fait cette réorganisation apparaît très vite comme incapable d'atteindre ses objectifs ;

- Enfin, une fois de plus, une hausse importante des prix agricoles et l'annulation des dettes viennent sanctionner passivement la hausse des coûts et des déficits des exploitations.

## **2. 1985-1987 : Le premier Gorbatchev ; dernières tentatives de rationalisation de l'économie agricole administrée :**

### **a) Gosagroprom, planification normative et "podriad" généralisé**

Avant 1988, hormis une amorce de libération pluraliste du débat médiatique à ce sujet, les initiatives agricoles du pouvoir gorbatchévien ne visent qu'à améliorer le cadre existant de l'économie dirigée, dans la continuité du "Brejnévisme ajusté" déjà examiné.

Ainsi la création, en Novembre 1985, du Gosagroprom, sorte de super-ministère du complexe agro-industriel à l'échelle de l'Union avec ses sous-unités de république, de région et de district, n'est qu'une radicalisation du schéma déjà esquissé en 82. Au lieu d'être totalement intégrées seulement au niveau du district (RAPO) les diverses tutelles ministérielles de l'agriculture et des activités connexes le sont désormais aussi aux niveaux supérieurs.

Dans ce cadre, une autonomisation relative et la rationalisation de la gestion de chaque échelon de la pyramide territoriale étaient attendues de la nouvelle "planification normative" adoptée en Mars 1986[58]. Selon celle-ci, le rapport des livraisons agricoles planifiées de chaque sous-unité (exploitation, district) d'un territoire donné (région, district) à la valeur globale des ressources qu'elle utilise doit atteindre le "rendement normatif" propre à ce territoire. L'emploi de ce nouvel indicateur synthétique d'efficacité économique devait décentraliser la planification, à tous les niveaux territoriaux, en se substituant aux innombrables normes et instructions détaillées jusqu'alors en usage. En même temps, il visait à substituer une redistribution économiquement rationnelle des ressources et des tâches entre exploitations, à l'empirique "planification à partir du niveau atteint". Les plans "normatifs" sont en principe fixés pour cinq ans et non révisables.

Les livraisons à l'Etat dépassant le Plan et (ou) la moyenne des dernières années sont encouragées par des suppléments de prix beaucoup plus élevés qu'auparavant et par diverses priorités d'approvisionnement en intrants. Mais les exploitations peuvent aussi, désormais, vendre librement ces excédents sur les marchés privés et coopératifs locaux à des prix libres ou semi-libres, donc également très supérieurs aux prix de base. Le pouvoir attendait de ces dépassements spontanés une détente des relations hiérarchiques d'extraction des livraisons agricoles de base, et un développement

autonome des circuits courts d'auto-fourniture alimentaire locale et régionale.

Dès sa première année, l'introduction de ce dispositif s'est heurtée à une très forte inertie des mécanismes et des rapports sociaux existants : maintien de facto de la "planification à partir du niveau atteint", de la tutelle mesquine et du dirigisme à tous les échelons de la pyramide territoriale, en particulier à l'égard des exploitations ; non-dépassement significatif des livraisons planifiées de base. C'est pourquoi la planification normative semble avoir été, de fait, abandonnée à partir de 1988, du moins à l'échelle globale.

Dans ce cadre dirigiste peu changé, il n'est pas surprenant que la multiplication des collectifs en sous-traitance (podriad) ne soit poursuivie comme avant 1985, de manière le plus souvent formelle aux dires des spécialistes soviétiques. Officiellement, ils représentaient (en 1987) 75 % des collectifs de travail agricoles sur 85 % de la surface agricole.

#### **b) Légère amélioration du bilan productif et économique :**

Pourtant cette politique structurelle, jointe à d'autres leviers fonctionnels (pression pour l'autofinancement, rationalisation des choix technologiques, ect...) a eu quelques résultats positifs.

D'une part en effet Gorbatchev défait, dès 1986, le puissant lobby techno-bureaucratique de l'hydraulique agricole, depuis longtemps responsable de massives destructions de sols, et de colossales dépenses improductives, en écartant le vieux projet pharaonique de détournement vers le Sud des fleuves sibériens, qui était encore encouragé par Tchernenko en 1984.

D'autre part, l'année 1986 répète le saut de 4,6 % de production agricole, déjà opéré en 1985 (par rapport à la moyenne de 80-85) après une longue stagnation. Cette dernière reprend ensuite jusqu'en 89, mais en consolidant le niveau acquis en 1986. Or ce résultat est obtenu alors même que l'injection globale d'intrants en agriculture (engrais, tracteurs et machines, investissement) a cessé d'augmenter depuis 1985.

Egalement à partir de 1985, pour la première fois depuis longtemps :

- du fait notamment d'une meilleure alimentation en fourrages grossiers et protéines (et du progrès génétique), le progrès (notable) des productions animales repose uniquement sur celui des rendements (encore très médiocres) des animaux et non plus sur l'expansion du cheptel ;

- la productivité horaire du travail agricole (socialisé) a augmenté plus vite que sa rémunération, et les coûts de production ont cessé d'augmenter (certains ont diminué de 86 à 88), cependant qu'une attitude spontanée d'économie est apparue dans les achats d'intrants (notamment mécaniques) par les exploitations.

Les caprices du temps ne sont donc pas les seuls responsables de ces progrès, momentanés mais consolidés depuis. La réorientation de la politique de l'élevage, les "programmes de technologie intensive" [59] en grande production végétale, et la responsabilisation économique et comptable accrue des exploitations et leurs sous-unités ont eu un certain impact. Mais celui-ci est réversible et ne modifie guère les données globales de base de la crise du secteur.

### **3. 1988-1989 : L'offensive anti-bureaucratique radicale, clef de la réforme économique :**

#### **a) Apparition d'une stratégie de réforme économique :**

C'est la loi sur l'entreprise socialiste, adoptée en Juin 1987 et théoriquement en vigueur à partir de 1988, qui introduit un objectif de réforme économique proprement dite : l'instauration graduelle de vrais marchés de gros des ressources et des produits, associée à l'autofinancement strict des entreprises et à leur concurrence mutuelle. Ainsi le mécanisme existant de distribution administrative directe et généralisée des ressources et des tâches doit, à terme, céder la place à la combinaison d'une dose élevée d'auto-régulation marchande avec l'intervention indirecte de l'Etat par l'intermédiaire de l'impôt, du crédit, des prix [60].

Mais la transition vers cet objectif implique le maintien, provisoire disait-on, de quelques leviers administratifs minima (60) : plafonds d'utilisation de certaines ressources (investissements d'État notamment), chiffres de référence, en principe seulement indicatifs des productions prévues et souhaitées, normes économiques (impôts et part distribuée des revenus), commande d'Etat dont la proportion doit diminuer rapidement en quelques années.

Corrélativement les appareils du Parti et de l'Etat doivent considérablement réduire leurs effectifs, et limiter leur rôle à l'orientation stratégique du développement, et à la régulation des grands équilibres par le canal des leviers indirects déjà cités. Enfin, l'autonomie des directions des entreprises par rapport aux administrations de tutelle doit être renforcée par une démocratisation interne des premières : élection des dirigeants et contrôle des orientations par des conseils élus en partie par le personnel.

#### **b) La multiplication des fronts antibureaucratiques :**

La logique générale de cette stratégie économique reprend celle de la réforme avortée de 1965. Mais le pouvoir gorbatchévien tire les leçons de cet échec et de ce lieu de sa propre tentative initiale de décentralisation économique de type administratif. En effet, l'obstacle majeur est désormais clairement et publiquement identifié c'est l'ordre social bureaucratique, système spécifique de comportements et de relations sociales, dont la reproduction est étroitement liée à celle de la forme traditionnelle d'économie administrée.

C'est pourquoi, à partir du printemps 1988, la contre-offensive réformatrice étend sa stratégie à plusieurs fronts d'attaque des assises fondamentales de cet ordre social :

- l'une de ces assises était constituée par l'autocensure généralisée ("loi du silence" propre à toute mafia), la langue de bois, les tabous idéologiques et la falsification apologétique de l'histoire soviétique dans tous les domaines, entre autres économiques. La dynamique de "Glasnost", déjà engagée auparavant, se radicalise en 1988 et 1989. Dans le domaine agricole par exemple, l'analyse officielle de la crise et de sa genèse stalinienne devient elle-même très proche de celle - déjà ancienne - de la soviétologie occidentale la plus critique[61] ;

- la conférence du Parti, en Juillet 1988, ouvre un autre front anti-bureaucratique tout à fait fondamental, en adoptant le principe de la démocratisation des institutions politiques, et celui de la construction d'un Etat de droit séparant les trois pouvoirs fondamentaux.

Au début de 1989 les élections au nouveau congrès national ont montré à la fois la réalité de la dynamique de démocratisation politique et son caractère autolimité un tiers des députés du peuple représentent encore, de droit, les appareils existants (Parti et organisations sociales). Mais c'est le caractère plus ou moins démocratique des élections aux Soviets locaux (reportées de l'automne 89 au printemps 90) qui conditionnera la progression de la réforme structurelle en agriculture (cf. conclusion).

- La loi générale sur les coopératives (Juin 1988), en autorisant la création d'entreprises en fait privées dans tous les secteurs[62], attaque une autre assise essentielle de l'ordre social bureaucratique : le monopole absolu des offreurs étatiques de produits et d'emplois. L'un des objectifs soulignés de cette loi est le développement spontané d'activités para-agricoles dans les campagnes, dont on a déjà souligné la désastreuse faiblesse.

### **c) Restructuration agricole : la multiplication actuelle des ouvertures légales**

Le chapitre agricole de la loi sur les coopératives, joint au nouveau statut-type des kolkhozes (Mars 1988), veut transformer ces derniers, et les sovkhoses, en authentiques coopératives... des coopératives de base que deviendraient leurs sous-unités (brigades, mais aussi désormais familles en contrat de sous-traitance). Celles-ci devraient évoluer vers l'autofinancement et l'autogestion totale de leur organisation et rémunération du travail[63]. Cette même logique de coopérativisation, dit la loi, doit remonter au niveau des districts et des régions, en remplaçant leurs administrations agro-industrielle (RAPO, oblagroproms) par des coopératives de service possédées et contrôlées par les entreprises agricoles de base. Cependant des systèmes agro-industriels polyvalents locaux et régionaux, beaucoup plus intégrés (combinats et agro-firmes) sont une alternative admise[64].

C'était là attaquer toute la construction purement administrative Gosagroprom, qui sera finalement dissous par la résolution du conseil des ministres du 5 Avril 1989. Au niveau de l'Union s'y substitue alors une "Commission d'Etat pour l'alimentation et les achats", dont le personnel central est divisé par trois et dont les fonctions sont limitées aux orientations stratégiques du secteur, à la coordination des ministères concernés et à -la formation des fonds alimentaires de l'Union. Les tutelles et responsabilités gestionnaires directes sur le secteur passent aux républiques (avec l'appareil correspondant), cependant que les administrations provinciales et de district passent sous le contrôle de conseils élus par les entreprises de base, sur le modèle "coopératif" déjà mentionné, sauf quelques services agricoles d'Etat (de type occidental) qui dépendent des Soviets concernés[65].

Point capital, la loi sur les coopératives a aussi introduit la possibilité pour les kolkhozes et sovkhoses de louer à bail (arenda) des terres et moyens de production à leurs sous-unités collectives et (ou) familiales, comme à des citoyens extérieurs. Dès lors s'engage une "campagne" de diffusion à grande échelle des baux du premier type (internes aux exploitations). En Août 1988 Gorbatchev plaide pour les baux à très long terme (50 ans) transmissibles aux héritiers, auxquels des "recommandations" du Gosagroprom donnent en Septembre une première esquisse de réglementation[66].

Si on y ajoute le droit accordé, par la loi sur les coopératives, aux exploitations et aux autorités locales de relever à leur gré les vieux plafonds de surface et cheptel des lopins individuels, tout ceci semble alors ouvrir plusieurs voies de décollectivisation agraire. Au "plénum agraire" de Mars 89, Gorbatchev exclut pourtant toute dissolution rapide et massive des kolkhozes et sovkhoses; la "voie magistrale", dit-il, sera l'autonomisation progressive, en leur sein, des sous-unités coopératives en sous-traitance à bail (arendnyi podriad), de type familial ou collectif.

L'oukase du 7 Avril 1989 sur le bail confirme cette ligne, en différenciant nettement les baux internes (aux kolkhozes et sovkhoses) des baux externes, ou "libres", concernant les futures exploitations "paysannes" (familiales). Les premiers maintiennent les preneurs dans une forte dépendance des "collectifs" (donc des directions) des kolkhozes et sovkhoses, pour la formation et dissolution des contrats et, bien sûr, pour la distribution des ressources et tâches "contractuelles". Quant à la formation d'exploitations paysannes "externes", pour le moment à l'état naissant[67], elle dépendra aussi d'attributions de terres et d'intrants par les autorités locales aux dépens des kolkhozes et sovkhoses (65).

L'oukase introduit aussi deux voies d'appropriation graduelle des moyens fixes par les preneurs : d'une part la location-vente, l'amortissement des biens loués étant incluse dans le loyer, d'autre part les achats et améliorations effectués par le preneur.

La loi-cadre du 23 Novembre 1989 sur les baux confirme ce dispositif, tout en renforçant la protection juridique des preneurs : limitation

stricte des cas de rupture de bail et de retrait de la terre, avec indemnisation complète du preneur pour ses améliorations de l'actif loué, et pour toutes les ingérences, défaillances et obstacles imputables aux bailleurs ; intervention automatique des tribunaux et de "l'arbitrage d'Etat" dans les litiges ; terme minimum de 5 ans, priorité aux repreneurs familiaux de la terre, etc...[68].

Sous la pression des réformateurs agraires radicaux (notamment V. A. TIKHONOV[69]) le projet de "loi sur la terre" du 27 Novembre 1989 franchit encore un grand pas, potentiellement bouleversant : les Soviets locaux (prochainement élus) auront le droit souverain, dans le cadre des législations républicaines à venir et des orientations générales de l'Union, d'attribuer (donc redistribuer), par concours, la terre aux citoyens (exploitations familiales) et à tous les types d'entreprises socialisées (kolkhozes, sovkhozes et leurs futures émanations privées ; cf. infra) en "possession", ou à bail, ou en simple "usage" (précaire). La "possession" comporte tous les droits de la propriété, sauf l'achat, la vente, la donation (hors héritage), le partage et l'hypothèque. La possession est attribuée à vie avec transmission par héritage[70].

Point capital : à la demande des travailleurs des kolkhozes et sovkhozes, les soviets locaux pourront décider de leur attribuer à bail, ou en possession, des terres prises à ces exploitations, pour la constitution d'exploitations familiales.

Les règles de fixation (avec minima et maxima) et de prélèvement du loyer de la terre (rente fiscale) seront définies par les lois républicaines et soviétiques futures, en fonction des qualités et positions des terres, selon un cadastre général à établir.

Par ailleurs le projet de loi sur la propriété (14 Novembre 1989) introduit une nouvelle voie générale de privatisation "collective" des moyens de production (à l'exclusion de la terre) des entreprises socialisées (donc des kolkhozes et sovkhozes) : une partie des bénéfices de celles-ci nourrit le capital appartenant en propre au collectif de travail, et est représenté par des parts sociales individuelles à l'intérêt, attribuées en fonction de l'apport de travail. Le procédé peut s'appliquer aussi à une sous-unité de l'entreprise. Lorsque par cette voie, complétée éventuellement par d'autres apports volontaires [71] en argent ou nature, le capital social de l'entreprise (ou d'une sous-unité), à l'origine étatique, est totalement approprié par son collectif de travail et d'autres actionnaires, l'entreprise, ou la sous-unité concernée, devient une personne morale de droit privé dans l'un ou l'autre des statuts suivants :

- "entreprise collective" (autogérée par ses travailleurs),
- "coopérative",
- "société de gestion" (khoziaistvennoe tovarichestvo), - "société par actions" (aktsionerno obchestvo).

Ces diverses formes diffèrent par le type de répartition du capital social et du pouvoir entre travailleurs, personnes et entreprises, ou

institutions extérieures, et par l'accès plus ou moins large aux marchés du capital et du travail.

La propriété individuelle ou familiale directe des moyens de production est pleinement admise dans la limite d'un capital nécessaire pour faire vivre un individu ou une famille de son propre travail. Autrement dit, l'entreprise individuelle à salariés semble encore prohibée, bien qu'en pratique elle soit réalisable sous la forme "coopérative".

C'est en même temps, et très explicitement, une pleine reconnaissance juridique de la propriété de l'exploitation agricole familiale ou individuelle, ainsi que des lopins et jardins "collectifs" (jardins ouvriers).

Dans le cadre des lois républicaines futures, la propriété et la location à bail (comme bailleur ou preneur) des moyens de production est également accessible aux personnes morales et physiques étrangères **[72]**.

Au moment où nous écrivons (5 Février 1990) ces lois-cadres sur la terre et la propriété sont encore en discussion, et apparemment fort controversées. Le groupe de travail parlementaire propose un amendement crucial, autorisant les législations républicaines futures à admettre l'achat et la vente des terres jusqu'alors écartés au profit de la seule possession" **[73]**.

## Notes

---

**[\*]** Institut National de la Recherche Agronomique  
Montpellier - France -

**[1]** Ensemble de l'agriculture et de ses activités connexes d'amont (production des intrants de l'agriculture) et d'aval (collecte, stockage, transports, transformation).

**[2]** Les comparaisons détaillées d'efficience avec certaines zones naturelles similaires en Amérique du Nord, tenant compte des différences de dotations techniques, sont toutes convergentes sur ce point avec la critique des économistes et dirigeants soviétiques eux-mêmes.

**[3]** En 1952, ce régime reste qualitativement inférieur à celui de 1913 (cf. tableau VI infra).

**[4]** Le salaire moyen double entre 1963 et 1983.

**[5]** Nar. Khoz. 1986 et 1988.

[6] Selskoe khoziaistvo SSSR. Goskomstat. Moscou 1988.

[7] Pour l'ensemble de l'URSS l'effectif présent en moyenne de ces "recrutés" extérieurs (privletchennye) croît de 0,5 million en 1960 à 1,4 million en 1987 (Narkhoz. 1987), ce qui correspond au moins (en 1987) à un nombre de personnes concernées de l'ordre de 14 millions.

[8] Cf. notamment, KERBLAY dans "du mir aux agrovilles". Institut d'Etudes des Slaves, 1985, 422 p.

[9] Dans laquelle il faut inclure les dirigeants et cadres des exploitations elles-mêmes, dont la nomination et la carrière sont totalement dépendants de l'administration locale et régionale, avec de surcroît un "turn over" extrêmement élevé.

[10] A. POULIQUEN "Trois voies de restructuration agraire : Hongrie, Pologne, RDA". Le courrier des Pays de l'Est n° 208, Juin 1977.

[11] Notamment les "mécanisateurs" : seule une fraction minime des jeunes recevant une formation de mécanique agricole reste à la campagne.

[12] La rémunération en fin de campagne à partir du solde résiduel d'exploitation du kolkhoze, répartie en fonction des jours de travail accomplis (trudodens), était dérisoire.

[13] Une mécanisation très lacunaire et une exploitation accrue des kolkhoziens compensaient simplement la diminution de leurs effectifs ainsi que de ceux des chevaux.

[14] K. E. WADEKIN. "La rémunération du travail dans l'agriculture soviétique". Revue de l'Est, 3 Octobre 1972.

[15] Rappelons seulement le rattachement aux kolkhozes en 1957, par rachat obligatoire, des matériels mécaniques des anciennes Stations de Machines et Tracteurs.

[16] Si l'on excepte l'apparition ultérieure du noyau très minoritaire d'agriculture "industrialisée" (cf. infra) et une lente concentration en surface des exploitations, qui ne changent rien d'essentiel.

[17] Depuis 20 ans les experts soviétiques estiment constamment que l'autoconsommation absorbe environ 80

% de la production agricole individuelle et couvre à peu près la moitié de l'alimentation rurale

**[18]** De 1965 à 1985 la contribution du secteur privé à la production agricole marchande a diminué de 13 % à 10 % (Nar. khoz. 1978 et 1985) cependant que sa contribution à la production agricole totale baissait du tiers au quart, soit une évolution très proche de celle du pourcentage de la population vivant de l'agriculture. Mais cette contribution productive (et donc au marché) est beaucoup plus élevée pour certains produits : en 1988 le secteur privé produit encore 60 % des pommes de terre, 50 % des fruits et 28 à 29 % des légumes, viandes et oeufs (cf. "Sel skokhoziaistvennoe proizvodstvo v litchnykh podsobnykh khoziaistvakh naceleniya". Goskomstat. Moscou, 1989).

**[19]** V. A. TIKHONOV. Literaturnaya gazeta n° 34, 1977, p. 11. Cette comparaison implique une évaluation de la production autoconsommée au coût d'opportunité. Elle est bien sûr inapplicable dans les régions à main-d'oeuvre excédentaire (donc à productivité marginale nulle).

**[20]** Stefan HEDLUND "Crisis in Soviet Agriculture" St Martin Press, New-York, 1984, p. 161.

**[21]** Cf. Lev TIMOFEEV "Soviet peasants : the peasant's art of starving". Telos Press. New-York, 1985.

**[22]** Si ce n'est tout récemment, grâce aux autonomies régionales accrues de fait, puis de droit, dans les républiques baltes et, peut-être caucasiennes.

**[23]** Par exemple les orientations spontanées des exploitations vers les productions les plus rentables (aux prix fixés par l'Etat) ne correspondent jamais aux besoins d'approvisionnement. Ce fut là un obstacle permanent à la spécialisation des exploitations.

**[24]** A. POULIQUEN "Une nouvelle grille d'identification et d'analyse de l'économie de type soviétique" INRA/ Economie Montpellier, Janvier 1988, 26 p.

**[25]** Au minimum dix millions de morts selon Roy MEDVEDEV (Nouvelles de Moscou n° 48, 27/11/1988).

**[26]** Comme le confirmera pleinement la problématique gorbatchevienne de réforme (cf. infra III).

**[27]** Ultérieurement, au prix d'ajustements des pratiques agronomiques, cette conquête a pourtant accru le potentiel céréalier soviétique d'un complément très aléatoire, mais en moyenne considérable : de l'ordre de 30 à 40 MT.

**[28]** Et leurs compléments pour dépassement des plans et (ou) des moyennes passées de livraisons.

**[29]** Issu de la première "révolution agricole" progressivement diffusée depuis le 18ème siècle.

**[30]** Bien que toujours (et de plus en plus strictement) familiales ou individuelles, et nullement "industrielles".

**[31]** Vue à la fois comme une "nécessité historique objective" liée au "progrès des forces productives" et rendue possible par les "rapports de production socialistes".

**[32]** A. GIROUX : "Les possibilités de réformes structurelles de l'agriculture soviétique". Le courrier des Pays de l'Est n° 252, Juin 1981.

**[33]** Au sens strict du concept, défini par les économistes classiques et Taylor.

**[34]** Etables de 2.000 à 3.000 vaches laitières ou 10.000 jeunes bovins à l'engrais, porcheries de 20.000 têtes, champs unitaires de 200 hectares, etc...

**[35]** Une phase donnée du cycle animal ; une production végétale dominante avec assolement simplifié au maximum.

**[36]** A. POULIQUEN "L'organisation du travail agricole et le contrôle social de l'activité économique en URSS" Revue d'Etudes Comparatives Est-Ouest n° 3, 1982.

**[37]** La production agricole des organisations interentreprises a augmenté de 77 % entre 1976 et 1980 mais seulement de 9 % de 1980 à 1987, où elle ne représente toujours que 1 % de la production agricole totale. Mais les formes industrialisées de production se sont aussi développées dans les kolkhozes et sovkhoses eux-mêmes et fournissaient au total en 1980 près de 10 % de la viande du secteur socialisé (A. GIROUX op. cit supra) et 3,8 % de son lait (A. GIROUX : l'élevage pierre d'achoppement du programme alimentaire soviétique C.P.E. 256 Nov. 1981).

**[38]** Par exemple le simple logement d'une vache dans les étables industrialisées coûte de l'ordre de 3.000 roubles.

**[39]** Cf. J. KORNAI "Socialisme et économie de la pénurie". Economica 1984, et A. NOVE "L'économie soviétique". Economica 1981.

**[40]** Processus biologiques inter-reliés de reproduction des sols, des plantes et des animaux sous la dépendance des événements climatiques.

**[41]** C'est pour des raisons analogues que, dans la recherche scientifique, tout schéma tayloriste et hiérarchique de contrôle, conduit à un grand gaspillage de potentiel créatif.

**[42]** De 66-70 à 81-85 une croissance (en prix comparables) de l'investissement de 280 % n'a fourni que 30 % de production agricole supplémentaire. De 1975 à 1985 chaque milliard de roubles supplémentaire dépensé en agriculture au total n'a fourni que 0,1 milliard supplémentaire de production (cf. J. MEDVEDEV "Soviet agriculture" -Norton et Cie- 1987, 464 p.).

**[43]** Choisis à titre d'illustration des évolutions également constatées pour les autres produits, et dans le cas des sovkhozes.

**[44]** Selon des experts soviétiques, par exemple la moyenne actuelle de 64 kg de viandes est ramenée, en fait, à un chiffre de 45 à 50 kg, (V. A. TIKHONOV. Nouvelles de Moscou n° 46. Novembre 1989), cependant que 40 % du lait annoncé est en fait absorbé par les veaux, ou perdu (E. Cook, USSR Ag. and Trade Report 1989).

**[45]** En Novembre 1989, par exemple, dans 33 capitales de régions ou de républiques les tickets de rationnement ne garantissent (?) que 1 à 2 kg de viande par mois et par habitant soit 12 à 24 kg par an.

**[46]** Et les seconds, plus modestement, en 1989.

**[47]** POULIQUEN (A.) "Principal aspects and message of the central decisions taken in March / April 1989 concerning agricultural perestroïka in the USSR". OCDE, Paris, Juin 1989, 26 p.

**[48]** Provoqué par les trop nombreux passages de matériels abusivement lourds, ce tassement est estimé responsable indirectement d'une perte de 14-15 M.T. de grains, 2 M.T. de betteraves à sucre. Cf. J. BREBURDA "Problem of soil fertility in the soviet Union" OCDE, Paris 1989.

**[49]** L'érosion est jugée responsable actuellement d'une perte de 20 % des récoltes potentielles cf. J. BREBURDA, op. cit supra.

**[50]** Nar. Khoz. 1988, p. 429.

**[51]** "Sel'skothoziastvennoe proizvodstvo v litchnykh podsobnykh khoziaistvakh naceleniya". Goskomstat. Moscou, 1989.

**[52]** V.K. : "Les fermes d'entreprise : une réponse à la crise alimentaire en URSS". Courrier des Pays de l'Est n° 252, Juin 1981. L'auteur fait état de baisses de production importantes entre 1970 et 1977 (- 11,5 de viandes ; - 50 % de lait ; - 69 % de légumes ; - 57 % de pommes de terre).

**[53]** Narkhoz, 1988, p. 268.

**[54]** "Razvitie agropromychlemgo proizvodstva v SSSR", Goskomstat. Moscou, 1989, p. 131.

**[55]** Cf. : 1) D. VAN ATTA : "Transmission failure. Campaigns to reorganize agricultural production brigades in the Soviet Union" 1984. Berkeley, 326 p.  
2) Plusieurs articles de K.E. WADEKIN.  
3) A. POULIQUEN : "L'organisation du travail agricole et le contrôle social de l'activité économique en URSS", Revue d'Etudes Comparatives Est-Ouest. Vol. 13, n° 3, Septembre 1982.

**[56]** Nar. Khoz., 1984.

**[57]** Durant le quinquennat 81-85,33 de l'investissement national doivent être consacrés au secteur agro-alimentaire dont 27 à l'agriculture.

**[58]** Cf. A. POULIQUEN "La planification agricole sous Gorbatchev..." Cahiers d'Economie et Sociologie Rurales, n° 6, 1988.

**[59]** Application depuis 1984, dans certaines zones favorables, 'un "paquet", cohérent d'intrants et de pratiques agronomiques rationnelles.

**[60]** Voir dans ce même volume des analyses plus circonstanciées de cette stratégie.

**[61]** Si l'on excepte des reliquats d'idéalisation de l'action de Lénine, le discours de Gorbatchev au plénum agricole de Mars 1989 est à cet égard tout à fait frappant : le dirigisme en agriculture y perd toute légitimité historique et économique.

**[62]** Mais sans leur garantir les moyens concrets de développement et de survie (approvisionnements, réelle protection juridique contre le sabotage administratif qui s'est, depuis, largement déployé sous diverses formes).

**[63]** Contradiction significative : en respectant le code

**[64]** En 1989 il existe 500 ensembles intégrés de ce type.

**[65]** A. POULIQUEN : "Principal aspects and message..." op. cit. p. 28.

**[66]** A. POULIQUEN "URSS : vers une privatisation des terres ?". Etudes Foncières n° 41, Décembre 1988.

**[67]** En Octobre 1989 à Moscou, G. CHMELEV nous donne le chiffre de 5.000 pour toute l'URSS, essentiellement localisées dans les pays baltes. En Février 1990 à Alger (séminaire international sur la désétatisation agricole) il cite le chiffre de 10.000.

**[68]** A. POULIQUEN "Principaux enseignements des décisions centrales de 1989 concernant la perestroïka agricole en URSS" INRA/ESR Montpellier. Janvier 1990, 43 p.

**[69]** A. POULIQUEN. "Entretien avec V. A. TIKHONOV Compte rendu de mission en URSS" (Octobre 1989). INRA/ESR Montpellier, 13 p.

**[70]** A. POULIQUEN. "Principaux enseignements. "op. cit ; supra.

**[71]** Par les travailleurs de l'entreprise privatisée ou par tout citoyen extérieur.

**[72]** A. POULIQUEN. "Principaux enseignements...", op. cit p. 43.

**[73]** I. GALKINE : "Propriété privée de la terre : où en est-on ? TASS-APN ; Février 1990.